

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 22 mai 1997

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs
monsieur CARETTE, membre suppléant

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs BOES, MEEUS et VAN BUYTEN,
membres effectifs

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur PROOT, secrétaire d'administration

29.129/I/PN
JJP/RV

Par lettre du 24 avril 1997, monsieur J.-L. Dehaene, premier ministre, a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les grades du personnel de la cour d'arbitrage.

Le projet d'arrêté royal découle d'une extension du cadre organique.

Les organisations syndicales reconnues à la cour d'arbitrage ont été consultées, conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet d'arrêté royal en sa séance du 22 mai 1997 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

* *

La cour d'arbitrage est régie par la loi spéciale du 6 janvier 1989.

L'article 42 de cette loi spéciale du 6 janvier 1989 dit ce qui suit:

"La cour d'arbitrage dispose d'un personnel propre. Elle fixe le cadre organique et le cadre linguistique du personnel, dans le respect de la parité linguistique par niveau; elle nomme et révoque les membres du personnel.

Le Roi approuve les cadres visés à l'alinéa premier.

Sauf décision contraire de la cour, nécessité par le bon fonctionnement de ses services et fixée dans un règlement approuvé par arrêté royal, le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs de l'Etat."

L'article 66 de la loi spéciale dit ce qui suit:

"Les travaux administratifs de la cour d'arbitrage et l'organisation de ses services sont régis par les dispositions de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative, qui sont applicables aux services dont l'activité s'étend à tout le pays."

*

* *

Le ministre propose de répartir les 38 emplois de la manière suivante:

Degré	Grades	N	F
2	conseiller ou premier conseiller ou premier conseiller-réviseur	2	2
4	attaché ou conseiller adjoint ou conseiller ou premier conseiller	4	4
7	documentaliste ou premier documentaliste secrétaire ou premier(e) secrétaire	7	7
10	sténodactylographe ou premier(e) sténodactylographe	3	3
12	chauffeur ou premier chauffeur messenger-huissier/téléphoniste ou huissier/téléphoniste de première classe	3	3

Tous les grades sont des grades de carrière plane.

Total des degrés 4 à 12 inclus: 17 F - 17 N, soit 50% N - 50% F.

*

* *

Le nouveau cadre organique n'a pas encore été approuvé par arrêté royal.

Etant donné que certains grades propres à la cour d'arbitrage n'ont pas encore été classés en rangs de manière hiérarchique, et que la cour dispose encore toujours de douze degrés de la hiérarchie, l'arrêté royal du 14 septembre 1994 fixant les grades des agents qui constituent un même degré de la hiérarchie, comme modifié par arrêté royal du 3 juin 1996, ne peut pas être appliqué dans son intégralité.

La C.P.C.L. émet dès lors l'avis que l'arrêté royal fixant les degrés de la hiérarchie doit être pris ou que la répartition des grades doit être insérée dans l'arrêté concernant les cadres linguistiques (cfr. avis 21.112 du 28 septembre 1989 concernant les cadres linguistiques existants).

1) Quant à la répartition des emplois de direction

Il y a parité aux deux premiers degrés.
La répartition est conforme à l'article 43 des L.L.C.

2) Quant à la répartition des emplois des degrés 3 à 12.

Etant donné que l'article 42 de la loi spéciale sur la cour d'arbitrage prescrit la parité linguistique par niveau, la C.P.C.L. approuve la répartition 50/50.

Finalement, la C.P.C.L. attire l'attention sur le fait que si le cadre organique définitif diffère du projet tel que décrit dans la demande d'avis, une nouvelle proposition de cadres linguistiques doit être soumise à la C.P.C.L.

Le présent avis est notifié à monsieur J.-L. Dehaene, premier ministre, lequel est invité, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C., de communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 22 mai 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J. PROOT

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS